

Réunion du Groupe consultatif à Vancouver : pleins feux sur la limitation des armements navals

Les membres du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements qui résident en Colombie-Britannique ont rencontré l'ambassadrice au désarmement, M^{me} Peggy Mason, à Vancouver, le 11 février dernier, pour examiner avec elle divers aspects du désarmement et du contrôle des armements. Étaient également présents un certain nombre d'autres spécialistes de la région ainsi que des représentants d'AECEC et du ministère de la Défense nationale.

Les réunions du Groupe consultatif permettent un dialogue efficace entre des gens qui envisagent sous des angles très différents les questions actuelles touchant le contrôle des armements et le désarmement. En outre, elles permettent aux représentants du gouvernement de prendre connaissance des arguments les plus convaincants qui militent pour ou contre diverses politiques.

La réunion de Vancouver était axée sur la limitation des armements navals. Les participants ont assisté à des exposés donnés par M^{me} Patti Willis (coordonnatrice des ressources, *Pacific Campaign to Disarm the Seas*, Denman Island), M. Nigel Brodeur, vice-amiral retraité (président, *Defence Associations National Network Pacific Region*, Victoria) et M. Doug Ross (directeur, *Centre for International Studies*, *Simon Fraser University*, Burnaby).

M^{me} Willis s'est dite d'avis que le Canada devait jouer un rôle actif et visible dans la promotion de la limitation des armements navals (LAN). Elle a soutenu que les États-Unis et l'URSS se livrent actuellement à une course effrénée aux armements navals qui accroît les risques de conflits en mer. Certaines mesures de LAN pourraient réduire les risques d'un conflit accidentel.

M^{me} Willis a fait observer que l'absence de volonté politique du côté américain entrave davantage la LAN que n'importe quelle difficulté technique. Elle s'est toutefois dite encouragée par des faits récents et a indiqué qu'en matière de LAN, la question n'est plus tant de savoir «si» des mesures seront prises, mais «quand» et «comment» elles seront appliquées.

M^{me} Willis a recommandé un certain nombre de mesures que le Canada pour-

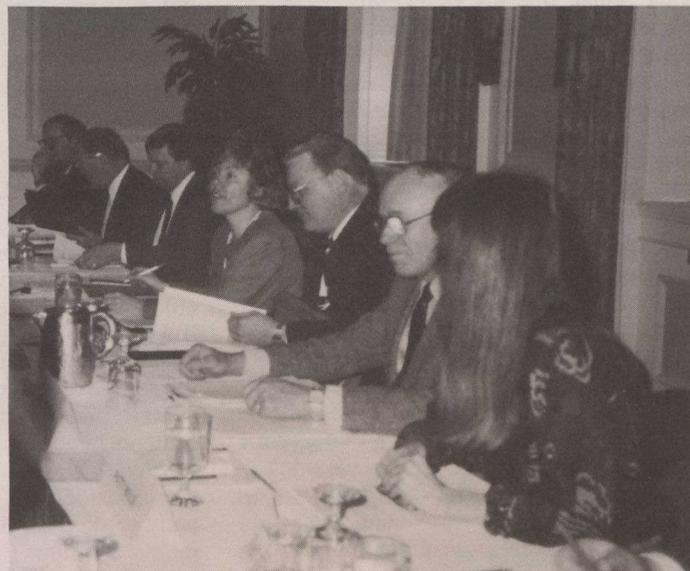
rait prendre pour favoriser la LAN. Il s'agirait entre autres :

- de faire de la LAN une des priorités officielles du gouvernement en matière de contrôle des armements et de désarmement;
 - d'encourager l'élargissement des accords actuels sur les incidents en mer pour qu'ils s'appliquent aux activités sous-marines, et de promouvoir la multilatéralisation de ces accords;
 - de collaborer avec les autres pays qui ont proposé la réglementation des navires à propulsion nucléaire;
 - de promouvoir des mesures propres à accroître la confiance en matière navale dans le contexte de la CSCE, soit notamment l'échange de renseignements sur les forces navales, la notification et l'observation des manoeuvres navales et la tenue d'un dialogue sur les questions navales;
 - d'encourager les États-Unis à réexaminer leur stratégie maritime et à abolir la politique en vertu de laquelle ils ne confirment ni ne démentissent la présence d'armes nucléaires sur leurs navires de guerre;
 - d'encourager les États-Unis et l'URSS à continuer de réduire les armes nucléaires navales de première frappe en vue de les éliminer complètement, à interdire tous les SLCM de longue portée et à limiter le nombre de sous-marins d'attaque;
 - de promouvoir l'établissement d'un régime de contrôle des technologies relatives aux sous-marins modelé sur l'actuel Régime de contrôle des technologies relatives aux missiles.
- Le vice-amiral Brodeur a fait l'historique de la Marine canadienne et des efforts de contrôle des arme-

ments menés pendant l'entre-deux-guerres et indiqué quels enseignements devaient en tirer les éventuels responsables de la limitation des armements navals. Il a fait remarquer que la Marine canadienne participe depuis longtemps à des activités non militaires et que les besoins futurs de notre pays en matière de forces navales dépendront en grande partie d'événements imprévus indépendants de sa volonté. Il a ajouté qu'à son avis, il faudra probablement accroître les forces navales dans les années à venir.

Selon le vice-amiral, les traités des conférences de Washington et de Londres tenues pendant l'entre-deux-guerres ont été infructueux parce qu'ils n'ont ni limité le nombre de sous-marins ni empêché la montée de l'Allemagne et du Japon en tant que puissances maritimes. Il en a tiré les conclusions suivantes :

- toute mesure de LAN dans le Pacifique doit être équitable et lier tous les pays qui bordent cet océan;
- les personnes qui n'ont ni les connaissances ni l'expérience nécessaires en matière navale devraient s'abstenir de s'adonner au «jeu des chiffres»;



De gauche à droite : le colonel Alain Pellerin, directeur, Politique de contrôle des armements nucléaires, MDN; contre-amiral Peter Cairns, commandant, Forces maritimes du Pacifique, MDN; M. Douglas Ross; M^{me} Peggy Mason; M. Dennis Snider, directeur, Direction du contrôle des armements et du désarmement, AECEC; vice-amiral Nigel Brodeur; M^{me} Patti Willis.